

Fonds des archives Municipales

Fontenay-sous-Bois

ETAT CIVIL

- Registres paroissiaux des baptêmes, sépultures et mariages (série GG - Cultes) 1700-1792
collection complète, non coté

Il s'agit d'un des 2 exemplaires tenus par les curés de la paroisse en exécution de l'ordonnance civile de 1667, « ordonnance touchant réformation de la justice » aussi dite A la fin du XVIe siècle, si les registres paroissiaux imposés par l'Ordonnance de Villers-Cotterêts (1539) sont malgré tout plus régulièrement et plus soigneusement tenus, les curés, dans leur grande majorité, s'abstiennent toujours de les porter chaque année au greffes des bailliages et des sénéchaussées qui ne sont pas des institutions ecclésiastiques mais civiles.

*Louis XIV, constatant se trop grand laissé aller, élabore avec Colbert en 1661 une réforme administrative : l'Ordonnance « touchant réformation de la justice civile et criminelle » connue sous le nom de **code Louis**. En 1667, est promulguée l'Ordonnance « de **Saint Germain en Laye** » qui participe du code Louis en codifiant la justice civile. Cette Ordonnance met en place de nouvelles et importantes règles en matière d'état civil :*

La tenue des registres paroissiaux en double exemplaire, à la suite et sans blanc, afin d'éviter les fraudes et pouvoir pallier la destruction d'un dossier, celle de déposer ces registres aux greffes et celle de faire signer les actes.

- Registres d'état civil des naissances, décès, mariages (série E- Etat civil) 1792-1911
Collection complète, non coté

- Naissances 1793-1911
- Naissances 1912 à nos jours, bureau de l'état civil
- Décès 1793-1911
- Décès 1912 à nos jours, bureau de l'état civil
- Mariages 1792-1910
- Mariages 1911 à nos jours, bureau de l'état civil

La tenue des registres d'état civil a été donnée aux municipalités en vertu à la loi du 20 septembre 1792.

Registres 1700-1902 scannés par les Archives départementales du Val-de-Marne en 2006, copies disponibles sur CD-R au service des Archives municipales de Fontenay-sous-Bois

- Tables décennales (série E – Etat civil)
Collection complète, non coté
 - 1792-1902
 - 1903 à nos jours, bureau de l'état civil

DELIBERATIONS, ARRETES, DECISION DU MAIRE ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA VILLE, DE LA CAISSE DES ECOLES ET DU CCAS

- VILLE

o Conseil municipal

▪ Registres des délibérations du Conseil municipal

Non coté

(Lacunes pour les années 1873-1883, 1914-1941, 1944-1952)

- 1817-2006
- 2006- à nos jours, Direction générale des services

▪ Dossiers des délibérations

Dossiers composés des extraits des registres des délibérations, des pièces annexes, notes, pièces justificatives ...

- 1931-1990 1 D 29 – 1 D 223
- 1991-2010, série W
- 2011 à nos jours, non coté, Direction générale des services

▪ Dossiers des comptes-rendus de séances du Conseil municipal

Le compte rendu des séances du Conseil Municipal est la transcription des débats et des délibérations des élus.

- 1927-1991, 1 D 3 - D 28
- 1992-2010, série W
- 2011 à nos jours, non coté, Direction générale des services

▪ Registres des comptes-rendus de séances du Conseil municipal

- 1927-1962, série 1 D, non coté
- 1953-1964, 1 D 1 – 1 D 2

o Actes de l'administration municipale

▪ Registres des arrêtés réglementaires

Ces actes relèvent du pouvoir propre du maire chargé de l'administration (Art.L2111-12 du CGCT).

Arrêtés généraux

- 1833-1988, série 2 D, non coté
- 1988-1993, 165 SG 1
- 1993-1995, 206 SG 1
- 1995-2001, 921 SG 25-29

- 2001-2002, 921 SG 14-16
- 2002-2006, 921 SG 30-31
- 2006 à nos jours, Direction générale des services

(Lacunes pour les années 1947 à 1951, 1965 à 1983)

Arrêtés d'hygiène et de santé environnementale

- 1976, 1985-2014, non coté, service communal d'hygiène et santé environnementale

(Lacunes pour les années 1977 à 1984)

Arrêtés de voirie

- 1954-1973, non coté
- 1978-1987, non coté
- 1988-1994, 185 ST 2-9
- 1994-1996, 334 ST 1-5
- 1997, 453 ST 1-2
- 1998-1999, 525 ST 1-5
- 2000, 611 ST 8-11
- 2001-2003, 663 ST 5-19
- 2003, 1173 ST 12-14
- 2004-2005, 796 ST 3-8
- 2005-2007, 896 ST 5-11
- 2007-2008, 996 ST 1-6
- 2008-2009, 1099 ST 1-8
- 2010-2011, 1173 ST 15-21
- 2011-2012, Direction espaces publics et déplacements

(A partir de 2013 les arrêtés de voirie sont intégrés aux arrêtés généraux)

Arrêtés du personnel

Communicabilité sous réserve, dans la mesure où ils ne portent pas de jugement de valeur sur la personne.

Individuels

- 1941-1990, non coté, pas reliés
- 1991-1993, 72 PE 14-21
- 1994-1998, 369 PE 81/83-90/70-71
- 1999-2003, 742 PE 70-80/138-139
- 2004, 973 PE 18-21
- 2005-2006, 899 PE 4-12/53
- 2007, 1007 PE 18-23
- 2008, 1073 PE 54-58
- 2009, 1137 PE 17-20

- 2010, 1218 PE 22-26
- 2011 à nos jours, Service gestion du personnel
Collectifs
- 1990-1996, 742 PE 88

(Lacunes des années 1944 à 1946)

▪ **Registres des décisions du maire**

Actes liés aux pouvoirs de police du maire (art. L 2122.18, L 2122.21 ...). Le pouvoir du Conseil municipal est transféré au maire par délibération dans les cas limitativement énumérés par l'article L2122.22 du CGCT. Le maire doit rendre compte des décisions à chaque réunion obligatoire du Conseil municipal (art. L2122.23)

- 1995-2004, 921 SG 23-24
- 2004 à nos jours, Direction générale des services

○ **Comités et commissions à vocation consultative**

▪ **Conseils de quartiers**

Dans les communes de 20 000 à 79 999 habitants, le conseil de quartier est facultatif, mais sa création donne droit à l'institution d'adjoints supplémentaires chargés principalement de quartier. Il peut être consulté par le maire et lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville et peut être associé aux actions relatives notamment à la politique de la ville (proposition, élaboration, mise en oeuvre, évaluation des actions menées). A Fontenay-sous-Bois, les conseils de quartier ont été créés en 1996.

- 1996-2010, 909 CQ
- 2011 à nos jours, service conseils de quartier

▪ **Commissions**

Les Commissions Municipales ont été formées pour préparer le travail du Conseil. Elles se livrent à une étude approfondie des problèmes communaux avec les représentants des organisations locales et les personnalités compétentes. Certaines sont obligatoires comme la commission d'appel d'offres, la commission consultative des services publics locaux, la commission communale d'accessibilité. D'autres ont été créées et ouvertes au public pour discuter de la conduite des politiques publiques dans les grands domaines de l'action municipales.

Les comptes-rendus des commissions des années 2008 à nos jours sont consultables sur le site de la ville. <http://www.fontenay-sous-bois.fr/>

➤ **Finances**

- 1933-1992, 3 D 5 – 3 D 16
- 1993-2010, série W
- 2011 à nos jours, Direction générale des services

➤ **Action sociale**

- 1965-1986, 3 D 27
- **Adjudications**
 - 1957-1986, 3 D 32
- **Cadre de vie**
 - 1977-1989, 3 D 18
 - 1990-1994, 155 SG 3
 - 1995-2001, 513 SG 3
- **Chauffage urbain**
 - 1993-1995, 513 SG 3
 - 1997-1999, 513 SG 5
 - 2000-2003, 1001 W 1
- **Culture**
 - 1970-1989, 3 D 29
 - 1990-1994, 155 SG 2
 - 1995-1997, 516 CU 13
- **Enfance**
 - 1983-1994, 3 D 20 - 21
 - 2001-2002, 3 D 21
- **Enfance-jeunesse**
 - 1971-1982, 3 D 19
- **Enseignement**
 - 1965-1984, 3 D 30 – 31
 - 1985-1993, 235 EG 9 – 11
 - 1994-1997, 503 EG 1
- **Environnement**
 - 1989-1994, 155 SG 1
- **Fêtes**
 - 1945-1995, 3 D 33
 - 2002, 3 D 33
- **Habitat**
 - 2001-2004, 3 D 32
- **Handicap**
 - 1985, 2004, 3 D 32
- **Hygiène santé et petite enfance**
 - 1971-1983, 3 D 26
 - 1984-1995, 155 SG 1
 - 2001-2005, 155 SG 1
- **Immigration**
 - 1989-1996, 3 D 32
- **Impôts**
 - 1953-1962, 3 D 33
 - 1971-1991, 3 D 33
- **Information**
 - 1966-1980, 3 D 28

- **Jeunesse**
 - 1983-1996, 3 D 22
- **Logement**
 - 1974-1976, 3 D 32
- **Marchés commerces**
 - 1966-1994, 155 SG 3
- **Restauration scolaire**
 - 1970-1999, 3 D 17
- **Sports**
 - 1959-1991, 3 D 23 – 24
 - 1992-1995, 155 SG 2
- **Transports**
 - 1971-1990, 3 D 32
- **Travaux**
 - 1938-1994, 3 D 1 – 4
 - 1995-1996, 105 ST 9
- **Urbanisme**
 - 1965-1984, 3 D 25
 - 1985-1988, 155 SG 1
 - 1989-1995, 761 UR 5
 - 1995-2002, 950 UR 11
 - 2006-2007, 1035 SM 5
- **Voirie**
 - 1995-2006, 1041 W 5

- CAISSE DES ECOLES

Délibérations

- 1942-1985, 1 R 9-13
- 1986-1993, 212 CE 10-12, 15
- 1994-1999, 773 CE 14-20
- 2000-2011, 1194 CE 1, 3, 5, 7, 9, 11, 13, 15-18
- 2012 à nos jours, Caisse des écoles

(Lacunes 1944-1945, 1955)

Arrêtés du personnel

Communicabilité sous réserve, dans la mesure où ils ne portent pas de jugement de valeur sur la personne.

- 1975-1984, 1 R 106-109
- 1985-1992, 222 CE 4-5

- 1993-1996, 342 CE 29
- 1997-1999, 699 CE 18 ; 570 CE 8
- 2000, 570 CE 8 ; 848 CE 22
- 2001-2011, 848 CE 22 ; 1194 CE 2, 4, 6, 8, 10-12, 14-17 ; 1012 CE 2
- 2012 à nos jours, Caisse des écoles

- **CCAS**

Délibérations de la Commission Administrative

- 1919-1994, non coté
- 1968-1999 non coté, CCAS
(uniquement extraits copiés, très lacunaire)
- 2000 à nos jours, non coté, CCAS

RECENSEMENT DE LA POPULATION

- **Listes nominatives**

- 1962, non coté
- 1968, non coté

Voir les archives départementales du Val-de-Marne pour les listes antérieures à cette date

Listes tenues par les mairies facultativement en 1945, recommandées jusqu'en 1968, interdites en communes depuis cette date. Les opérations de recensement de la population sont organisées par les mairies, qui recrutent à cet effet des enquêteurs temporaires, les maires ne sont pourtant pas destinataires des informations nominatives ainsi recueillies. C'est l'Etat qui est responsable des documents du recensement général de la population préparé par l'INSEE et exécuté sous le contrôle de cet Institut)

COMMERCE ET INDUSTRIE (série F : population, économie, statistique)

- **Foires expositions, dizaines commerciales ; organisation (sous-série 2 F)**
 - 1963-1984 non coté

AGRICULTURE (sous-série 3 F)

- **Statistique agricole**
 - 1931-1962 non coté
- **Déclarations des cultures**
 - 1941-1952 non coté
- **Commission agricole, procès-verbaux**
 - 1902-1938 non coté

CONTRIBUTIONS DIRECTES

- **Impôts directs (sous-série 1 G)**

Cadastre

Le cadastre est considéré comme l'état civil des sols et des locaux. Il est composé d'un ensemble de plans et fichiers administratifs qui recense toutes les propriétés immobilières situées dans chaque commune française, et qui en consigne leur valeur afin de servir de base de calcul à certains impôts. Afin de remédier aux injustices fiscales de l'Ancien Régime, le cadastre a été réalisé pour l'ensemble du territoire national dans la première moitié du 19^e siècle, et on qualifie ce cadastre de « napoléonien ». La plupart des communes ont vu leur cadastre rénové une ou plusieurs fois depuis le début du 19^e siècle.

- **Atlas cadastraux**
 - Plans du cadastre rénové, non coté**
 - **Tirage de 1947, 71 feuilles**
 - **Tirage de 1961, 71 feuilles**
 - **Tirage de 1978, 71 feuilles**
 - **Tirage de 1985, 70 feuilles**
 - **Tirage de 2008, 71 feuilles**

(lacune d'une feuille en 1985)

Tableaux d'assemblage des feuilles, non coté

- **1948**
- **1961**
- **1986**
- **2008, Direction de l'urbanisme et de l'aménagement, service foncier**

AFFAIRES MILITAIRES (série H), non coté

- **Recensement militaire (sous-série 1 H)**
 - **Tableaux de recensement**
 - 1871-1979
 - **Dossiers de recensement**
 - 1956-1986
- **Fort de Nogent-sur-Marne (sous-série 2 H)**
 - **Création du Polygone exceptionnel**
 - 1905-1906
- **Sapeurs-pompiers (sous-série 3 H)**
 - **Société des membres honoraires**
 - 1923-1938
 - **Conseil de prévoyance, procès-verbaux**
 - 1884-1938
 - **Matériel d'incendie**
 - 1930-1931
- **Mesures d'exceptions et faits de guerre (sous-série 4 H)**

- Guerre de 1914-1918

- militaires décédés, listes
- transferts de corps militaires
- correspondance d'un poilu fontenaysien

- Guerre de 1939-1945

- défense passive
- dépôts d'armes à feu
- réfugiés, évacués, internés
- réquisitions logements, fournitures, cantonnement, locaux pour sapeurs-pompiers
- occupation du Fort de Nogent sur Marne
- ravitaillement, secours
- victimes de guerre, tués, fusillés, déportés
- accueil des prisonniers de guerre, déportés
- comité de libération
- parrainage de localités éprouvées par la guerre, ville sœur Wittenheim

- Guerre d'Indochine 1946-1954

- militaires décédés, disparus ou prisonniers

ELECTIONS POLITIQUES

- Listes électorales générales 1952-2014

- 1952-1985, non coté
- 1991-2010, 10 EL 1 ; 240 EL 1 ; 384 EL 27-28 ; 749 EL 1-9 ; 813 EL 1-5 ; 907 EL1-5 ;
- 947 EL 1-5 ; 1006 EL 14-18 ; 1086 EL 1-4 ; 1148 EL 1-8
- 2010-2014 : service élections

(Les listes générales sont établies tous les 3 ans de 1979 à 1997, tous les ans à partir de 2003. De nombreuses lacunes ou des listes incomplètes existent)

DOCUMENTS FIGURES (FI)

- Cartes postales (sous-série 2 FI)

Cette collection de cartes postales est alimentée depuis plusieurs années grâce à une politique active d'acquisitions et d'enrichissement des fonds municipaux.

Souvent en noir et blanc, parfois en sépia ou colorisée, notre collection est composée de plus de **1350 cartes postales** anciennes, semi-modernes, ou actuelles. Elles sont souvent écrites et ont « voyagé ». Les cachets de la Poste les plus anciens datent de 1900. Cette collection est une illustration et un témoignage incomparables sur le Fontenay des années 1910, 1920.

Elles sont scannées, cotées et indexées. Vous pouvez les découvrir dans la rubrique « Image, cartes postales ».

- **Photos**

Planches contacts, négatifs

- 1973-1984, 156 IN 1-19
- 1985-1989, 303 IN 1-15
- 1990-1993, 333 IN 1-11
- 1994-2001, 726 IN 1-14

- **Dessins d'illustrateurs**

- **65 dessins d'Henri LANOS pour le livre d'Hector Malot « En famille », 1894, gouache et lavis, formats divers.**

Henri Lanos, actif dès le milieu des années 1880, travailla notamment pour *La Caricature*, *L'Illustration* et *Je sais tout*, il fut également illustrateur de romans d'Alphonse Daudet, Guy de Maupassant, Émile Zola et Herbert George Wells.

- **90 dessins d'Yvan LOEWITZ pour le livre d'Hector Malot « Sans famille », 1896, encre parfois ré-haussée de crayon bleu, formats divers.**

Alexandre Blanchot (1968-1947) commence ses études d'art à Bordeaux avant de monter à Paris où il devient élève Léon aux Beaux-arts. Après un séjour en Algérie, il commence à produire des illustrations pour des ouvrages sous le pseudonyme d'Ivan Loewitz.

JOURNAUX DE LA VILLE

Appelés successivement Bulletin municipal (B.M.), Bulletin municipal officiel (B.M.O.), Fontenay notre ville - bulletin municipal officiel, Fontenay notre ville – magazine d'informations municipales (M.I.M.), A Fontenay – journal municipal d'informations locales (J.M.I.L.).

- 1946 à nos jours

La plupart des magazines sont reliés dans 46 registres.

Lacunes importantes dans les années les plus anciennes: juin 1946 à avril 1953, juillet 1953 à juin 1954, août/septembre 1954 à novembre 1954, janvier et février 1955.

Depuis janvier 2011 le magazine est bimensuel.

DROIT DU SOL

Depuis les lois de 1982 et 1983, la maîtrise du sol appartient à la commune qui se trouve seule compétente dans les limites de son terrain en matière d'urbanisme. Depuis le 1er avril 1984, les

maires dans les municipalités ayant établi et approuvé un plan d'occupation des sols (P.O.S.) peuvent signer les permis de construire. Le P.O.S. de Fontenay est voté à l'unanimité du Conseil municipal le 23 mai 1986.

- **Plans « petits bleus »**

Appelés ainsi car la plupart des plans sont sur un support papier de couleur bleu. Autre support rencontré, les calques d'où leur fragilité à la consultation. Il ne s'agit pas de permis de construire à proprement parlé mais d'une autorisation donnée par l'architecte communal avec des recommandations.

- 1906-1956, 1 O 138-154

- **Certificats d'urbanisme**

Le certificat d'urbanisme est un document qui indique les règles d'urbanisme applicables sur un terrain donné et vous permet de savoir si l'opération immobilière que vous projetez est réalisable.

- 1974-1990, 21 UR 2-19
- 1991, 14 UR 7-8
- 1992-1993, 81 UR 12-15
- 1994-1995, 174 UR 5-8
- 1996-1998, 373 UR 5-7/40
- 1999, 533 UR 17-18
- 2000, 592 UR 39-40
- 2001, 668 UR 34-35
- 2002, 682 UR 20
- 2003, 785 UR 48-49
- 2004, 850 UR 47
- 2005, 925 UR 42
- 2006, 992 UR 48
- 2007, 1057 UR 50
- 2008, 1166 UR 5-7
- 2008 à nos jours, Direction de l'urbanisme et de l'aménagement

- **Dossiers des permis de construire**

- 1934-1986, 1 O 155-353
- 1987, 1234 W 34-47
- 1988-1989, 47 UR 8-17 ; 37 UR 1-9 (B.I.)
- 1990, 81 UR 1-11 ; 37 UR 10-13 (B.I.)
- 1991, 284 UR 12-30
- 1992-1994, 444 UR 14-40/46-58
- 1995-1998, 462 UR 1-44
- 1999, 592 UR 2-16
- 2000-2001, 668 UR 1-29
- 2002, 682 UR 6-17
- 2003, 785 UR 1-20
- 2004, 850 UR 25-44
- 2005, 925 UR 24-39

- 2006, 992 UR 26-46
- 2007, 1057 UR 26-46
- 2008, 1166 UR 31-50

- **Dossiers permis modificatifs**

- 1988-1990, 47 UR 1-7

- **Dossiers permis d'aménager (P.A.)**

En France, le **permis d'aménager** est issu de la réforme majeure de 2005 / 2007 et permet à l'Administration de contrôler et valider les travaux, installations et aménagements affectant l'utilisation du sol d'un terrain donné. On entend par là les "équipements" qui rendront viable et habitable une construction future (canalisations d'eau, conduites d'électricité, réseau d'évacuation etc).

- 2008, 1166 UR 1

- **Dossiers des permis de démolir**

- 1987-1989, 1234 W 48-53
- 1990-1992, 14 UR 1-6
- 1993, 81 UR 16-17
- 1994-1995, 174 UR 1-4
- 1996-1998, 373 UR 1-4/42-43
- 1999, 533 UR 15-16
- 2000, 592 UR 41-42
- 2001, 668 UR 30-33
- 2002, 682 UR 18-19
- 2003, 785 UR 45-47
- 2004, 850 UR 45-46
- 2005, 925 UR 40-41
- 2006, 992 UR 24-25
- 2007, 1057 UR 47-49
- 2008, 1166 UR 2-4

- **Dossiers déclarations de travaux (D.T.) ou déclarations préalables (D.P.)**

Les D.P. remplacent les D.T. depuis 2008. La déclaration préalable de travaux (D.T. puis la D.P.) est une procédure officielle obligatoire concernant les « constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à permis de construire comprenant ou non des démolitions ». Il s'agit en fait d'une forme simplifiée du permis de construire et du permis d'aménager, applicable aux petits projets.

- 1986-1989, 1234 W 1-23
- 1990, 1234 W 24-33 ; 113bis UR 5
- 1991-1992, 174 UR 9-26
- 1993, 248 UR 1-11
- 1994, 326 UR 1-12

- 1995-1997, 373 UR 15-54
- 1998, 444 UR 1-13
- 1999, 533 UR 2-14
- 2000, 592 UR 18-38
- 2001, 668 UR 36-57
- 2002, 682 UR 21-49
- 2003, 785 UR 21-44
- 2004, 850 UR 1-24
- 2005, 925 UR 1-23
- 2006, 992 UR 1-23
- 2007, 1057 UR 1-25
- 2008, 1166 UR 8-30

TRAVAUX PUBLICS. VOIRIE. MOYENS DE TRANSPORT. REGIME DES EAUX. (série ©)

- VOIRIE URBAINE (Sous-série 1 ©)

Dossiers de voirie par ordre alphabétique des rues : ouverture, acquisition et cession de terrains, classement et déclassement de voie, suppression, alignement, élargissement, nivellement, viabilité, pose d'égouts, assainissement, canalisation, pavage ...

Dossiers sur la fontaine Saint-germain, le pont de la Maladrerie, les voies du Fort de Nogent, l'aménagement de 1932 ...

- 1845-2000, 1 © 1-137

BUDGETS ET COMPTES

○ VILLE

- Budgets primitifs et supplémentaires

- 1886-1989, non coté
- 1990-1994, 269 SG 1-5
- 1995-1996, 324 SG 17, 19
- 1997, 435 SG 5
- 1998, 454 SG 6
- 1999-2000, 483 SG 1
- 2001-2002, 671 SG 1, 14
- 2003, 736 SG 7
- 2004, 831 SG 3
- 2005, 872 SG 5
- 2006, 919 SG 11
- 2007, 968 SG 9

- 2008, 1095 SG 5
 - 2009, 1135 SG 24
 - 2010, 1191 SG 4
 - 2011 à nos jours, non coté, Direction générale des services
- (Lacunes pour le budget primitif : 1889-1892, 1906-1911)
(les budgets supplémentaires ne sont pas obligatoires)

- **Comptes administratifs**

- 1886-1992, non coté
- 1993-1994, 680 SG 1
- 1995, 299 SG 5
- 1996, 346 SG 11
- 1997, 454 SG 11
- 1998, 483 SG 7
- 1999, 545 SG 5
- 2000-2001, non coté, Direction générale adjointe des finances
- 2002, 736 SG 11
- 2003, 831 SG 6
- 2004, 872 SG 8
- 2005, 919 SG 14
- 2006, 968 SG 9
- 2007, 1095 SG 5
- 2008, Direction générale adjointe des finances
- 2009, 1191 SG 4
- 2010-2012, non coté, Direction générale adjointe des finances
- 2013, non coté, Direction générale des services

(lacunes 1889-1892, 1906-1911, 1938)

○ **CAISSE DES ECOLES**

- **Budgets primitifs, supplémentaires et comptes administratifs**

- 1959-1986, 1 R 14-18
- 1987-1988, 73 CE 2-3
- 1989-1992, 212 CE 6-7
- 1993-1999, 773 CE 21-25
- 2000-2008, 1194 CE 19-23
- 2009 à nos jours, Caisses des écoles

(les budgets supplémentaires ne sont pas obligatoires)

○ **CENTRE COMMUNAL D'AIDE SOCIALE**

- **Budgets primitifs, supplémentaires**

- 1932-1988, non coté

- 1986-1991, 913 AS 22
 - 1999, 903 AS 51
 - 2006, 1115 AS 21
 - 2007 à nos jours, CCAS
- (lacunes BP : 1933, 1936, 1992-1998, 2003-2005, 2008)
 (les budgets supplémentaires ne sont pas obligatoires)

- **Comptes administratifs**

- 1933-1988, non coté
- 1985-1991, 913 AS 22
- 1996-1997, 903 AS 51

ASSISTANCE, PREVOYANCE

- **Bureau de bienfaisance (puis Bureau d'aide sociale (B.A.S.) puis Centre communal d'aide sociale (C.C.A.S.)), secours d'urgence**

Legs de la Fabrique de l'église de Fontenay

- 1911, 298 AS 13

Legs André Bassée

- 1922-1987, 298 AS 13

Goûters des dénutris

- 1945, non coté

« Opération brioches » pour enfants inadaptés

- 1971, non coté

Collectes et quêtes pour sinistrés, contre le cancer, combattants d'Algérie, contre la faim, contre les maladies cardio-vasculaires

- 1953-1968, non coté